

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 3 février 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux conditions d'installation et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications", a donné le 18 mars 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 3 februari 1998 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken", heeft op 18 maart 1998 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE

Conformément à l'article 2, paragraphe 4, et à l'article 3, cinquième alinéa, de la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, le projet a été notifié à la Commission qui a fait part de ses remarques par lettre du 18 décembre 1997.

La section de législation doit, toutefois, constater que le projet qui lui a été soumis le 3 février 1998 n'en tient aucun compte, ce que, du reste, le fonctionnaire délégué a confirmé.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Intitulé

Par souci d'harmonie avec le texte de l'article 92bis de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, qui constitue le fondement légal à l'arrêté en projet, il est suggéré d'écrire "conditions d'établissement" au lieu de "conditions d'installation".

La même observation vaut pour l'annexe à l'arrêté en projet.

.../...

Préambule

Alinéa 1er

Au lieu de viser la directive modificative, il convient de viser la directive originelle (1). Il y a également lieu de viser l'article précis de ce texte en application duquel est pris l'arrêté en projet. En conséquence, il convient de rédiger l'alinéa 1er de la manière suivante :

"Vu la directive 90/388/CEE de la Commission, du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, notamment l'article 3, remplacé par la directive 96/19/CE de la Commission du 13 mars 1996;"

Alinéa 2

Il convient d'écrire "notamment l'article 92bis, inséré par l'arrêté royal du 28 octobre 1996 et remplacé par la loi du 19 décembre 1997", au lieu de "notamment l'article 92bis, inséré par la loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques afin d'adapter le cadre réglementaire aux obligations en matière de libre concurrence et d'harmonisa-

(1) La section de législation du Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion de rappeler cette règle de légistique à plusieurs reprises, notamment dans l'avis L. 26.588/4, donné le 29 septembre 1997, sur un projet d'arrêté royal relatif aux stations terriennes de satellites et réseaux de stations terriennes de satellites.

tion sur les marchés des télécommunications découlant des directives en vigueur de la Commission européenne".

Alinéa 5

Pour se conformer à l'article 5 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, on remplacera les mots "Vu l'avis du Ministre du Budget ...;", par les mots "Vu l'accord du Ministre du Budget ...;".

Alinéa 6 (nouveau)

Il y a lieu d'insérer un alinéa nouveau rédigé comme suit :

"Vu l'avis de la Commission européenne;".

Dispositif

Observations préliminaires

En ce qui concerne le numérotage des chapitres et des sections, ainsi que leur intitulé, le projet appelle les observations suivantes :

.../...

1. Le numérotage des premiers chapitres et des premières sections ou sous-sections d'un texte ne se fait pas en chiffres cardinaux romains. Il convient d'écrire en toutes lettres "Chapitre premier", "Section première" ou "Sous-section première", sans majuscule à "premier" ou à "première".

2. Il importe de veiller à l'harmonie des intitulés de chapitres ou de sections. C'est ainsi qu'il conviendrait soit d'y utiliser un article défini (comme par exemple dans le chapitre II, sections 7 à 12, 14 à 16 et 18), soit de ne pas y utiliser un tel article (comme par exemple dans le chapitre II, sections première à 6, 13 et 17), mais en évitant de faire usage simultanément des deux procédés.

En néerlandais, il est d'usage de ne pas utiliser d'article défini.

3. Dans le chapitre II, il convient de faire en sorte que les intitulés des sections se rapprochent autant que possible du libellé des dispositions qui figurent à l'article 92bis, § 1er, alinéa 2, a) à r), de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, ou tout au moins que le contenu de ces intitulés respecte la teneur des dispositions qui figurent à l'article 92bis, § 1er, alinéa 2, précité. C'est ainsi par exemple qu'il conviendrait de faire en sorte que l'intitulé de la section 14 du chapitre II, corresponde au point n) de cet article 92bis, § 1er, alinéa 2, précité.

.../...

Chapitre premier

Le nombre d'articles que comporte ce chapitre ainsi que la nature des matières qui y sont traitées ne justifie pas une division en sections (1). Il est proposé de ne pas diviser ce chapitre en sections et de l'intituler "Définitions".

Article 1er

Le texte néerlandais du 3° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

La définition qui figure au 4° trouverait mieux sa place au début du chapitre II. Le premier article de ce chapitre pourrait prévoir que le cahier des charges comporte l'ensemble des conditions à réunir afin qu'une personne puisse obtenir une autorisation pour exploiter un réseau public de télécommunication.

Article 2

Cette disposition ne fait que répéter, en le formulant autrement, l'article 92bis de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

(1) D'autant qu'il sera proposé de supprimer les articles 2 à 4.

Elle est, dès lors, superflue et sera omise.

Articles 3 et 4

Il est suggéré de supprimer ces deux articles.

En effet, l'article 4 n'établit aucune règle nouvelle et il est possible d'intégrer le contenu de l'article 3 dans la définition de l'autorisation individuelle qui figure à l'article 1er, 6°.

Chapitre II

Dans l'intitulé, il convient d'insérer les mots "pour les" entre les mots "Cahier des charges" et "réseaux publics".

Section première

1. Il est renvoyé à l'observation préalable faite en ce qui concerne le numérotage des premières sections.

Pour se conformer à l'orthographe utilisée à l'article 92bis, § 1er, alinéa 2, a), de la loi du 21 mars 1991 précitée, il convient d'écrire "compétence technique" au singulier.

.../...

Article 5

Il est renvoyé aux observations faites sur l'article 32 du projet.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2, deuxième tiret, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6

L'article 107, § 3, de la loi précitée du 21 mars 1991 comporte trois alinéas. Sans doute est-ce à la suite d'une erreur que l'auteur du projet se réfère respectivement aux alinéas 2 et 1er de cette disposition et non aux alinéas 3 et 2.

Article 7

Cette disposition, qui prévoit en substance que l'opérateur s'engage à respecter l'article 13 du projet, est dépourvue de valeur normative propre et sera dès lors omise.

.../...

Article 8

Au sujet de cette disposition, on peut lire ce qui suit dans les commentaires de la Commission européenne relatifs au présent projet d'arrêté royal :

"L'article 8 du projet d'arrêté permet à l'opérateur de déconnecter du réseau public un utilisateur qui aurait connecté au réseau public un équipement non agréé. L'article 13 § 1 de la directive amendant la directive 95/62/CE prévoit une telle éventualité, mais dispose qu'une procédure spécifique "d'urgence" doit être mise en oeuvre par l'ARN dans ce type de cas, "sans préjudice de la procédure de règlement national des litiges prévue à l'article 26 paragraphe 1". Cette procédure doit prévoir "un processus de décision transparent et respectant le droit des parties". Ni la Loi telle que modifiée par le projet de loi ni le projet d'arrêté ne semblent toutefois prévoir une telle procédure, nécessaire pour permettre à l'utilisateur concerné de faire entendre son point de vue, le cas échéant."

L'article 13, § 1er, dont il est question ci-dessus, est l'article 13 de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel (appelée à remplacer la directive 95/62/CE du Parlement européen et du Conseil), dont le texte est reproduit ci-après :

"Sans préjudice de la procédure de règlement national des litiges prévue à l'article 26, paragraphe 1, les autorités réglementaires nationales établissent des procédures applicables dans les cas où des organismes fournisseurs de réseaux téléphonique publics

.../...

et/ou de services téléphoniques publics fixes, ou au moins les organismes fournisseurs de services de téléphonie vocale qui sont puissants sur le marché ou qui ont été désignés conformément à l'article 5 (et qui ont une position significative sur le marché), prennent des mesures telles que l'interruption, la résiliation, (la modification significative) ou la mise à disposition restreinte de services, du moins aux organismes fournisseurs de réseaux et/ou services de télécommunications."

Le droit interne devra être revu en vue de tenir compte de cette nouvelle disposition de droit communautaire dont l'adoption est imminente.

Par ailleurs, dans l'alinéa 1er, à l'instar de la formulation utilisée dans l'article 5, il convient d'écrire "informe" au lieu de "est tenu d'informer".

Article 9

1. Au paragraphe 1er, il faut omettre les mots "l'ensemble" et "nécessaire", qui sont superflus.

Le texte néerlandais du 4° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au début du paragraphe 2, il convient d'écrire "L'opérateur" au lieu de "Il".

.../...

3. Le paragraphe 3, qui attribue à l'Institut le pouvoir d'autoriser la suspension de l'interconnexion de l'opérateur avec un tiers n'est pas conforme à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

L'article 75, § 8, de cette loi autorise en effet seulement l'Institut à intervenir en qualité de conciliateur en cas de litiges entre des personnes exploitant des réseaux de télécommunications ou offrant des services de télécommunications.

Par ailleurs, l'article 79ter, § 2, de la même loi attribue à la "Chambre pour l'interconnexion, l'accès spécial et les utilisations partagées" la compétence de prendre une décision administrative en cas de litige en matière d'interconnexion.

Le paragraphe 4 de l'article 79ter de la loi précitée prévoit qu'"en cas d'atteinte grave et immédiate aux règles régissant le secteur des télécommunications, "la Chambre" peut, après avoir entendu les parties en cause, ordonner des mesures conservatoires en vue notamment d'assurer la continuité du fonctionnement des services de télécommunications".

Enfin, l'article 109ter, § 5, de la susdite loi prévoit que l'interconnexion fait l'objet d'une convention entre les parties concernées. C'est donc en principe aux parties qu'il convient de régler les conditions dans lesquelles une interconnexion peut être suspendue. Certes le Roi peut, soit sur la base de l'article 87, § 2,

.../...

alinéa 2, k), soit sur la base de l'article 109ter, § 5, de la loi, imposer que des clauses obligatoires figurent dans ces conventions d'interconnexion. Il peut donc exiger que ces dernières contiennent des règles applicables à la suspension de l'interconnexion lorsque celle-ci porte atteinte au bon fonctionnement du service ou au respect des "exigences essentielles".

L'article 9, § 3, en projet, devra donc être rédigé sous la forme d'une contrainte imposée à l'opérateur dans les conventions d'interconnexion qu'il conclura avec des tiers, et en tenant compte des dispositions légales rappelées ci-dessus.

Article 11

1. A l'alinéa 2, les mots "doit prendre les dispositions nécessaires pour que la permanence prévue à l'alinéa 1er du présent article soit assurée" sont superflus au regard de l'alinéa 1er. Le fait que le réseau doit être opérationnel de façon continue implique en effet que les dispositions nécessaires à cette fin doivent être prises par l'opérateur. En conséquence, il est proposé de libeller comme suit le texte de cet alinéa :

"L'opérateur remédie dans les délais les plus brefs à toute défaillance du réseau."

2. Au regard de l'alinéa 2, la portée de l'alinéa 3 paraît obscure. Ce dernier alinéa a-t-il pour objet de préciser quelles sont les obligations spécifiques de

.../...

l'opérateur en cas de force majeure ? Dans l'affirmative, il conviendrait de le rédiger autrement, en mettant l'accent sur cette hypothèse. Sinon, on aperçoit mal en quoi cet alinéa ajoute à l'alinéa qui précède.

Article 13

Paragraphe 1er

1. Les mots "qui, doit, en application du présent cahier des charges, respecter les normes en vigueur" sont superflus et seront omis. Dans un souci de simplification, il est proposé de fondre les deux premières phrases en une seule phrase, rédigée comme suit :

"Les installations utilisées dans le réseau de l'opérateur doivent respecter les normes européennes publiées au Journal officiel des Communautés européennes, relatives à la fourniture d'un réseau ouvert de télécommunications, ou à défaut ... (la suite comme au projet)".

2. Dans le même paragraphe, il y a également lieu de citer la directive 90/387/CEE avec sa date et son intitulé complet, soit : "directive 90/387/CEE du Conseil du 28 juin 1990 relative à l'établissement du marché intérieur des services de télécommunications par la mise en oeuvre de la fourniture d'un réseau ouvert de télécommunications".

.../...

3. Dans la dernière phrase de ce paragraphe, on écrira : "L'utilisation d'installations qui répondent à d'autres spécifications" au lieu de "L'utilisation d'autres spécifications".

Paragraphe 2

Il faut insérer le mot "les" entre les mots "notifier à l'Institut" et le mot "caractéristiques".

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 3

La rédaction de ce paragraphe est inutilement compliquée, en ce qu'elle contient des références réciproques, et doit, dès lors, être revue.

Article 14

Il y a lieu d'indiquer la date de l'arrêté royal relatif à la gestion du plan de numérotation dont la publication devra être antérieure ou, à tout le moins, simultanée à celle du présent arrêté.

.../...

Articles 15 et 16

1. Dans ses commentaires, la Commission européenne a fait plusieurs observations au sujet des articles 15 et 16 de l'arrêté en projet. Ces observations sont reproduites ci-après :

"L'article 15 du projet d'arrêté fixe le montant de la redevance à payer pour couvrir les frais d'examen du dossier (500.000 FB), et l'article 16, la redevance annuelle pour la gestion de la licence (350.000 FB). L'article 19 précise que ces paiements sont "sans préjudice de ceux applicables en vertu de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications".

Ces dispositions semblent conformes à celles de l'article 11 de la directive 97/13/CE. Toutefois, aux termes de l'article 11 paragraphe 1 de cette directive, il est précisé que "les taxes applicables à une licence individuelle sont proportionnelles au volume de travail requis (...)".

En tout état de cause, les articles 15 et 16 du projet d'arrêté ne distinguent pas le cas des opérateurs puissants ou opérateurs soumis à une obligation de fourniture du service universel, lesquels sont néanmoins soumis à nombre d'obligations supplémentaires, dont le contrôle devrait occasionner une charge de travail supplémentaire. L'application effective de la disposition susmentionnée de la directive 97/13/CE devrait entraîner l'imposition de redevances d'un montant inférieur pour les opérateurs qui ne sont ni puissants, ni opérateurs de service universel. Des clarifications sur ce point seraient nécessaires.

En outre, les articles 15 et 16 du projet augmentent les redevances dues pour la délivrance, la gestion et le contrôle de tels réseaux respectivement de 275.000 à 500.000 FB et de 275.000 à 350.000 FB par rapport à l'arrêté royal du 18 juin 1997 relatif aux frais de dossiers. Dans le rapport au Roi concernant les réseaux publics, cette augmentation est expliquée ainsi : "à cause de la libéralisation globale en ce qui concerne l'établissement et l'exploitation de réseaux, l'Institut sera appelé à examiner beaucoup plus de dossiers". Cette justification plaiderait plutôt pour

.../...

une baisse des redevances, compte tenu des économies d'échelle qui doivent pouvoir être réalisées du fait de la spécialisation au sein du personnel de l'IBPT que cela permettra. En l'occurrence, il convient de rappeler qu'en vertu de l'article 6 de la directive 90/388/CEE les redevances doivent être basées sur des critères objectifs."

Il n'a pas été tenu compte de ces observations.

2. Contrairement aux article 87 et 89 de la loi du 21 mars 1991, qui prévoient, pour les autorisations d'exploiter respectivement un service de téléphonie vocale ou un service mobile offert au public, outre "les redevances dues pour la délivrance, la gestion et le contrôle de l'autorisation", une redevance "pour l'analyse des dossiers de demande", l'article 92bis, qui constitue le fondement légal du présent projet, ne prévoit pas cette dernière redevance.

Il y aurait dès lors lieu de prévoir que la redevance prévue à l'article 15 n'est due que si l'autorisation est délivrée.

Pour le surplus, à l'article 15 et à l'article 16, § 1er (devenant l'alinéa 1er), il est inutile de préciser qu'il s'agit de francs belges.

Le texte néerlandais du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 17

La question se pose de savoir s'il ne serait pas préférable d'utiliser un indice plus récent que l'indice du mois de novembre 1995 comme indice de référence (à titre de comparaison, l'indice utilisé dans le projet d'arrêté royal concernant le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution des licences individuelles est celui de novembre 1997).

Article 19

On écrira "Les redevances ... de celles" au lieu de "ceux".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 20

Cette disposition ne constitue pas une obligation imposée aux opérateurs. Elle ne leur accorde aucun droit autre que ceux déjà prévus par la loi. Mieux vaut dès lors l'omettre.

Article 21

1. L'alinéa 1er est superflu et sera omis.

.../...

2. A l'alinéa 3, il est préférable de commencer la phrase par le mot "Selon" au lieu de "Avec".

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. A l'alinéa 4 il y a lieu d'omettre le mot "responsable".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 22

1. Le paragraphe 1er est rédigé de manière incompréhensible en ce qu'il n'y est pas précisé de quoi dépendent les droits et obligations en matière d'interconnexion. En outre, l'article 109ter, § 4, alinéa 3, auquel il est fait référence, ne vise que les organismes puissants sur le marché.

2. En ce qui concerne le paragraphe 2, la Commission européenne a fait le commentaire suivant :

"L'article 22 paragraphe 2 du projet d'arrêté dispose que la licence "précise les droits et obligations en matière d'interconnexion de l'opérateur, notamment en tenant compte de la couverture de son réseau et les relations avec d'éventuels droits et obligations en matière d'interconnexion liés à une

.../...

autre autorisation". Cette disposition devrait être clarifiée. En tout état de cause, toute distinction opérée doit être basée sur des critères objectifs et ne peut avoir d'effets discriminatoires."

Il n'a pas été tenu compte de cette observation.

Article 23

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24

Afin de respecter l'article 9, paragraphe 4 de la directive 97/13/CE précitée et le principe général du respect des droits de la défense, il est suggéré d'aménager la procédure selon le schéma suivant :

- 1° Après avoir entendu l'opérateur concerné, l'Institut le met en demeure de remédier aux insuffisances constatées dans un délai d'un mois et l'informe de l'amende qui pourra lui être infligée s'il n'y satisfait pas.
- 2° Si, à l'issue du délai d'un mois, l'opérateur reste en défaut, l'Institut, après l'avoir entendu, lui inflige, avant la fin du deuxième mois qui suit la première mise en demeure, la sanction annoncée. Il notifie sa décision à l'opérateur dans le délai d'une semaine à compter de la décision.

.../...

3° Si dans le mois qui suit la notification de la décision, l'opérateur est toujours en défaut d'avoir remédié aux insuffisances, l'Institut peut proposer au ministre la suspension ou la révocation de l'autorisation. Cette suspension ou cette révocation est prononcée par le ministre après avoir entendu l'opérateur.

Le recours auprès du ministre prévu au paragraphe 2 n'a guère de sens. En effet, l'Institut est un organisme d'intérêt public de catégorie A, qui est représenté et géré par le ministre, de sorte que c'est à lui qu'incombe, sauf délégation, la décision d'infliger les sanctions prévues par cet article.

En tout état de cause il ne peut constituer l'instance de recours indépendante de l'autorité réglementaire nationale, visée par l'article 9, paragraphe 4, de la directive 97/13/CE précitée. Les opérateurs disposeront des recours prévus par les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Le texte néerlandais du paragraphe 4 devenant l'alinéa 4, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 25

Cette disposition introduit une règle de responsabilité et non pas une mesure garantissant le respect des dispositions des chapitres IXter et X du titre II de la susdite loi du 21 mars 1991. L'article sera dès lors omis.

.../...

Article 28

Dans son commentaire, la Commission européenne écrit ce qui suit :

"A la lecture de l'article 28 du présent projet d'arrêté relatif à la contribution de l'opérateur à la recherche scientifique dans le domaine des télécommunications et à l'amélioration de l'accès de certaines catégories aux services de télécommunications (PME et jeunes et groupes sociaux défavorisés), la Commission confirme que l'imposition de telles obligations n'est conforme ni à l'article 3 de la directive 90/388/CEE amendée par la directive 96/19/CE, ni à la directive 97/13/CE, qui ne prévoient pas de conditions de cette nature."

La disposition en projet ne tient pas compte de cette observation de la Commission.

Article 29

Au sujet de l'alinéa 1er de cet article, la Commission européenne a fait le commentaire suivant :

"L'article 29 1er alinéa du projet d'arrêté subordonne l'obligation d'interconnexion avec un opérateur autorisé dans un autre Etat à une clause de réciprocité de traitement. Il est toutefois précisé que tout "refus de conclure un tel accord doit être préalablement approuvé par l'Institut". Une telle disposition semble contraire aux dispositions de l'article 6 de la directive 97/33/CE qui interdit toute discrimination pour ce qui est de l'interconnexion avec un opérateur autorisé dans un autre Etat membre. Le même principe de non-discrimination devrait, en principe, être appliqué aux opérateurs en provenance d'Etats tiers signataires des accords de l'OMC ...".

.../...

Pour le surplus, le projet n'ajoute rien aux règles fixées par l'article 109ter, § 6, de la loi du 21 mars 1991.

Il y a, dès lors, lieu d'omettre cette disposition.

Article 30

1. Au paragraphe 1er, les termes "sauf convention internationale" sont ambigus. Il y a lieu de les remplacer par les mots "ou dans un Etat avec lequel la Belgique a conclu une convention internationale à cette fin."

2. Au paragraphe 2, il faut écrire "ou par la personne qui agit en son nom" au lieu de "ou en son nom". Si l'intention de l'auteur du texte en projet est d'imposer l'utilisation du modèle annexé à l'arrêté en projet pour l'introduction d'une demande d'attribution d'autorisation individuelle, il convient de préciser cette intention dans ce paragraphe (1).

3. Dans son commentaire de l'article 30 du projet d'arrêté, la Commission européenne fait observer que "le nombre et le détail des informations demandées (aux opérateurs) semblent disproportionnés au regard de l'objectif recherché" et croit bon de rappeler que l'article 9, § 3, de la directive 97/13/CE fait uniquement référence "aux

(1) Voir d'ailleurs à cet égard l'alinéa 1er de l'annexe en projet.

informations que l'on est en droit d'exiger de sa part pour prouver qu'il remplit les conditions imposées".

Autre constatation : le paragraphe 4 prévoit que si l'Institut estime que la demande est incomplète ou souhaite des renseignements ou explications supplémentaires, et que le demandeur n'a pas adapté sa demande dans les trente jours, celle-ci "est considérée comme inexistante" (1), alors que l'article 9, paragraphe 3, de la directive 97/13/CE précitée dispose que lorsque le demandeur ne fournit pas les informations que l'on est en droit d'exiger de sa part pour prouver qu'il remplit les conditions, la demande peut être refusée.

S'il se conçoit que la demande soit refusée si elle reste incomplète malgré une invitation à la compléter, il ne peut par contre être admis qu'elle puisse être considérée comme inexistante pour le simple motif que des informations supplémentaires demandées par l'Institut n'auraient pas été fournies. Si la demande est complète, elle ne pourra être refusée que parce qu'une des conditions à son octroi n'est pas remplie.

En tout état de cause, dans de telles circonstances, la demande ne peut être refusée qu'au terme d'une procédure qui aura permis au demandeur de faire valoir son point de vue.

Le texte néerlandais du paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, devrait être rédigé en tenant compte des

(1) Sans d'ailleurs spécifier par qui et selon quelle procédure cette demande serait ainsi considérée comme inexistante.

observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 31

1. Comme la Commission en a fait l'observation dans son commentaire, les délais prévus par l'article 9, paragraphe 2, de la directive 97/13/CE précitée pour le traitement des demandes (six semaines maximum, sauf cas objectivement justifiés, dans lesquels le délai peut être prolongé de quatre mois) ne sont pas respectés.

2. En outre, le paragraphe 4, qui prévoit que le projet d'autorisation individuelle entre en vigueur si le ministre n'a pas pris de décision dans un délai de trente jours est contraire à l'article 87 de la loi du 21 mars 1991, qui dispose que l'autorisation est délivrée par le ministre, ce qui exclut toute autorisation tacite.

3. Enfin, aux paragraphes 1er, 3 et 4, les mots "au maximum" sont superflus et doivent être omis.

Article 32

Le commentaire de la Commission européenne consacré à cette disposition est le suivant :

.../...

"Aux termes de l'article 32 du projet d'arrêté cette licence peut être refusée "dans la mesure requise

- par "la sauvegarde de l'ordre public, les besoins de la défense ou de la sécurité publique";
- "la sauvegarde d'une structure de marché non faussée et d'accès non discriminatoire des utilisateurs";
- "ou (lorsque le demandeur) a fait l'objet d'une des sanctions visées à l'article 24 du présent arrêté";
- "ou lorsque le demandeur n'a pas la capacité technique ou financière de faire face durablement aux obligations résultant des conditions d'exercice de son activité". A cet égard, l'article 5 du présent projet d'arrêté précise que l'opérateur doit démontrer dans son dossier de demande d'autorisation qu'il dispose des capacités techniques et financières nécessaires "à l'installation, à l'exploitation et à la pérennité du réseau", et que la pérennité ne peut être établie "que si le plan d'affaires prévoit pour les trois premières années :

soit un investissement d'au moins 400 millions de francs en moyens de transmissions et de commutation en Belgique (ou de 200 millions sur 5 ans si l'opérateur prouve "que le réseau pour lequel il demande une autorisation individuelle est en mesure de servir 50 % des besoins du marché résidentiel dans la zone de couverture du réseau");

soit le déploiement d'au moins 500 km de liaison en Belgique".

En outre, il est précisé dans l'annexe que "l'absence de propositions d'un demandeur pour un des sujets abordés dans la présente annexe (...) peut constituer un motif de refus aux termes de l'article 28 paragraphe 2 du présent arrêté" (cette référence n'est par ailleurs pas claire).

En ce qui concerne la condition liée à la sauvegarde de la structure du marché, il semble utile de rappeler, de façon liminaire, que conformément aux dispositions de la directive 90/388/CEE et de la directive 97/13/CE, le nombre de licences pour une catégorie de services donnée ne peut être limité qu'en

.../...

liaison avec les exigences essentielles applicables dans la mesure nécessaire pour garantir une utilisation efficace du spectre des fréquences. A cet égard, il semble nécessaire de souligner qu'en aucun cas "la sauvegarde d'une structure de marché non faussée et d'accès non discriminatoire des utilisateurs" ne sauraient permettre au régulateur de limiter, de facto, le nombre des opérateurs de réseaux publics de télécommunications. Ce critère devrait donc être abandonné dans la version finale de l'arrêté.

Compte tenu du mode d'application envisagé à l'article 5 du critère relatif à la capacité de l'opérateur de faire face durablement à ses obligations, ce critère n'est pas davantage acceptable, en ce qu'il impose des conditions disproportionnées et injustifiées au regard de l'objectif poursuivi, à savoir, la pérennité du réseau. Conformément au point 4.8 de l'annexe de la directive 97/13/CE, les opérateurs soumis à licence individuelle peuvent en effet être soumis à des exigences "touchant notamment aux capacités financières et techniques du candidat", mais, ainsi que le précise le point 4 de la même annexe, ces exigences ne doivent être imposées que "dans les cas justifiés et dans le respect du principe de proportionnalité". En tout état de cause, un tel critère ne devrait pas être appliqué de telle sorte qu'il conduise à écarter des opérateurs nouveaux entrants de petite taille. Si la Belgique devait refuser d'autoriser des opérateurs d'infrastructures publiques qui envisagent d'établir de tels réseaux, elle enfreindrait l'obligation de libéraliser l'établissement et la fourniture d'infrastructures publiques prescrite par l'article 2 de la directive 90/388/CEE, telle qu'amendée par la directive 96/19/CE.

Enfin, en ce qui concerne la possibilité de refuser une licence au motif que le candidat n'a pas fait de propositions sur certains des sujets abordés à l'annexe du projet d'arrêté, un tel refus ne devrait, le cas échéant, n'être opposé au candidat qu'à l'issue de la procédure décrite à l'article 30 paragraphe 4."

Il n'a pas non plus été tenu compte de cette observation.

.../...

Article 33

Le paragraphe 1er est incompréhensible. On n'aperçoit pas la différence entre des modifications apportées à une autorisation et l'adaptation de celle-ci.

Article 34

Il est à noter qu'aucune redevance n'est prévue pour l'analyse d'une demande de cession, alors qu'en principe elle devrait entraîner une charge de travail pour l'Institut. Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, il conviendrait de justifier cette différence de traitement au regard du principe d'égalité.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 38

Cet article abroge l'arrêté royal du 28 octobre 1996 concernant les conditions auxquelles il peut être dérogé à l'article 92, § 1er, première phrase, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. Cet arrêté royal comporte des dispositions relatives à l'établissement de réseaux non publics de télécommunications (voir notamment les articles 18 à 20 de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 précité). Il conviendrait de procéder à l'abrogation de ces dernières dispositions

.../...

dans le projet d'arrêté royal relatif aux conditions d'installation et d'exploitation de réseaux non publics de télécommunications. De cette manière chacun des deux textes en projet abrogera dans l'arrêté royal du 28 octobre 1996 précité les dispositions en rapport avec la matière qu'il réglemente. L'arrêté en projet ne sera en effet pas nécessairement publié au Moniteur belge le même jour que celui relatif aux réseaux non publics de télécommunications (1).

Article 39

Il faut écrire "le jour de sa publication au Moniteur belge" au lieu de "au jour de sa publication au Moniteur".

Annexe

Selon le commentaire de la Commission européenne :

"L'annexe de ce projet d'arrêté doit dès lors être revue à la lumière de l'article 9 paragraphe 3 de la directive 97/13/CE et les informations demandées, limitées à celles strictement nécessaires pour s'assurer du respect par le demandeur des conditions d'autorisation. Demander des informations relatives aux "implications stratégiques, économiques et financières pour chacun des associés ou futurs associés de la société ou de la future société" (point 2.1), à "la prévision de l'évolution du marché belge des réseaux publics de télécommunications et des parts de marché des différents opérateurs" (point 3.1.1), aux "prévi-

(1) Les deux arrêtés en projet prévoient qu'ils entrent en vigueur le jour de leur publication au Moniteur belge.

sions concernant l'usage des réseaux publics de télécommunications en Belgique (point 3.1.2), à l'évolution du marché (point 4.3.2), à l'impact sur l'emploi (point 6.1.2), et aux activités de marketing (point 6.2.1) n'est aucunement requis pour une telle appréciation. En outre, demander des prévisions sur quinze ans (point 0.6), notamment en ce qui concerne l'état du marché et les comptes prévisionnels de l'opérateur est un exercice sans intérêt, puisque de telles prévisions ne sauraient avoir de sens sur une telle période.

Enfin, l'obligation relative au format des informations demandées devrait être assouplie afin de ne pas retarder, sans raison impérative, l'introduction de demandes d'autorisation par de nouveaux entrants."

Le présent projet n'a pas davantage eu égard à cette observation de la Commission européenne qu'aux précédentes.

OBSERVATIONS FINALES

La rédaction du texte français doit être sensiblement améliorée dans un souci de correction et d'élégance de la langue, ainsi qu'en fonction des règles de grammaire et de légistique formelle telles que ces dernières ont été publiées au Moniteur belge du 2 juin 1982.

Cette observation vaut, mutatis mutandis, également pour le texte néerlandais, au sujet duquel quelques observations, respectivement propositions de texte, sont faites, à titre d'exemple, dans le présent avis.

.../...

On sera, notamment, attentif au respect des règles suivantes :

1. Dans le texte français, il convient d'écrire "Article 1er" en chiffre arabe ordinal, au lieu de "Article Ier".

2. Il n'y a lieu de diviser un article en paragraphes que lorsqu'au moins l'un de ces derniers comporte plus d'un alinéa.

3. Le premier paragraphe d'un article s'indique en chiffre ordinal, par "§ 1er".

4. Le début d'un alinéa est à faire apparaître par un retrait par rapport à l'alignement du texte.

5. Les points d'une énumération sont, sauf le dernier, à terminer par un point-virgule et non par un point.

6. Les nombres sont à écrire en lettres.

7. Lorsqu'un article de l'arrêté est cité dans un autre article de ce même arrêté, il convient, sauf lorsque plusieurs arrêtés sont cités dans une même disposition et qu'il existe de ce fait un risque de confusion comme à

.../...

l'article 37 du projet, de ne pas faire suivre son identification par les mots "du présent arrêté" ou "de cet arrêté". De même, lorsqu'une partie d'article est citée dans une autre partie du même article, il convient de ne pas faire suivre son identification par les mots "du présent article" ou "de cet article".

8. Il convient de faire suivre l'annexe à un arrêté de la mention : "Vu pour être annexé à Notre arrêté du ...", ainsi que des signatures.

ALGEMENE OPMERKING

Overeenkomstig artikel 2, lid 4, en artikel 3, vijfde alinea, van richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten, is van het ontwerp kennis gegeven aan de Commissie die haar opmerkingen bij brief van 18 december 1997 heeft meegedeeld.

De afdeling wetgeving kan echter niet anders dan vaststellen dat daarmee geenszins rekening is gehouden in de tekst van het ontwerp dat haar op 3 februari 1998 is voorgelegd, wat de gemachtigde ambtenaar trouwens heeft bevestigd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Opschrift

Teneinde het opschrift in overeenstemming te brengen met de bewoordingen van artikel 92bis van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, welk artikel de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormt, wordt voorgesteld om het opschrift als volgt te redigeren "koninklijk besluit betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetten", zoals dat opschrift overigens in de bijlage bij het ontworpen besluit wordt geciteerd.

.../...

Aanhef

Eerste lid

In plaats van te verwijzen naar de wijzigingsrichtlijn, behoort de oorspronkelijke richtlijn te worden vermeld (1). Er behoort ook te worden verwezen naar het precieze artikel van die tekst met toepassing waarvan het ontworpen besluit wordt uitgevaardigd. Het lid zou dan ook als volgt moeten worden gesteld :

"Gelet op richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten, inzonderheid op artikel 3, vervangen bij richtlijn 96/19/EG van de Commissie van 13 maart 1996;".

Tweede lid

Er behoort te worden geschreven : "inzonderheid op artikel 92bis, ingevoegd door het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 en vervangen bij de wet van 19 december 1997" in plaats van "inzonderheid op artikel 92bis, ingevoegd bij de wet tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische

(1) De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft reeds herhaaldelijk aan deze regel van de wetgevingstechniek moeten herinneren, inzonderheid in advies L. 26.588/4, dat op 29 september 1997 is gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de satellietgrondstations en netwerken via satellietgrondstations.

overheidsbedrijven om het reglementaire kader aan te passen aan de verplichtingen inzake vrije mededinging en harmonisatie op de markten voor telecommunicatiediensten, die voortvloeien uit de van kracht zijnde richtlijnen van de Commissie van de Europese Gemeenschap".

Vijfde lid

Om zich te gedragen naar het bepaalde in artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, dient men te schrijven :

"Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 20 november 1997".

Zesde lid (nieuw)

Er dient een als volgt luidend nieuw lid te worden ingevoegd :

"Gelet op het advies van de Europese Commissie;".

.../...

Bepalend gedeelte

Voorafgaande opmerkingen

Wat de nummering betreft van de hoofdstukken en afdelingen, alsook het opschrift ervan, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen :

1. In het Nederlands worden alle hoofdstukken, afdelingen en onderafdelingen genummerd met hoofdtelwoorden in Romeinse cijfers. Deze regel geldt ook voor het Frans, met uitzondering weliswaar van hoofdstuk I, afdeling I en onderafdeling I, die als "Chapitre premier", "Section première" en "Sous-section première" moeten worden aangeduid, waarbij "premier" en "première" met een kleine letter worden geschreven.

2. Men dient erop toe te zien dat de opschriften van hoofdstukken en afdelingen bij elkaar aansluiten. Men dient ofwél te opteren voor het gebruik van het bepaald lidwoord (zoals bijvoorbeeld in hoofdstuk II, afdelingen 7 tot 12, 14 tot 16 en 18) ofwél af te zien van het gebruik van het bepaald lidwoord (zoals in hoofdstuk II, afdelingen 1 tot 6, 13 en 17), en zich ervoor te hoeden die beide werkwijzen door elkaar te gebruiken.

In het Nederlands is het gebruikelijk geen bepaald lidwoord te bezigen.

.../...

3. Men behoort ervoor te zorgen dat de opschriften van de afdelingen in hoofdstuk II zo goed mogelijk overeenstemmen met de bewoordingen van artikel 92bis, § 1, tweede lid, a) tot r) van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven of er op zijn minst op toe te zien dat de bewoordingen van die opschriften stroken met de teneur van de bepalingen die in het voormelde artikel 92bis, § 1, tweede lid, staan. Zo bijvoorbeeld zou men ervoor moeten zorgen dat het opschrift van afdeling 14 van hoofdstuk II overeenstemt met punt n) van het voormelde artikel 92bis, § 1, tweede lid.

Hoofdstuk I

Het aantal artikelen waaruit dit hoofdstuk bestaat en de aard van de daarin behandelde aangelegenheden zijn geen reden om het in afdelingen op te splitsen (1). Er wordt voorgesteld dit hoofdstuk niet in afdelingen op te splitsen en het als opschrift "Definities" te geven.

Artikel 1

In onderdeel 3° schrijve men : "afgekort als "B.I.P.T"" in plaats van "afgekort "B.I.P.T".".

(1) Temeer daar zal worden voorgesteld de artikelen 2 tot 4 te schrappen.

De definitie die in onderdeel 4° wordt gegeven, hoort veeleer vooraan in hoofdstuk II thuis. Het eerste artikel van dat hoofdstuk zou kunnen bepalen dat het bestek alle voorwaarden bevat waaraan een persoon moet voldoen om een vergunning voor de exploitatie van een openbaar telecommunicatienetwerk te kunnen verkrijgen.

Artikel 2

Deze bepaling is niets meer dan een parafrase van artikel 92bis van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

Die bepaling behoort dan ook als overbodig te vervallen.

Artikelen 3 en 4

Er wordt voorgesteld deze beide artikelen te laten vervallen.

Artikel 4 bevat immers geen enkele nieuwe regel en de in artikel 3 vervatte bepaling kan worden opgenomen in de definitie van de individuele vergunning die in artikel 1, 6°, wordt gegeven.

.../...

Hoofdstuk II

In het opschrift dient het woord "voor" te worden ingevoegd tussen het woord "bestek" en de woorden "openbare telecommunicatienetwerken".

Afdeling I

1. Er wordt verwezen naar de voorafgaande opmerking betreffende de nummering van de afdelingen.

Met het oog op de overeenstemming met de bewoordingen van artikel 92bis, § 1, tweede lid, a) van de voormelde wet van 21 maart 1991, dient in de Franse tekst "compétence technique" in het enkelvoud te worden geschreven.

Artikel 5

Er wordt verwezen naar de opmerkingen die infra over artikel 32 van het ontwerp worden gemaakt.

Onder voorbehoud van een en ander schrijve men in het tweede lid, tweede streepje, "totstandbrenging" in plaats van "ontplooiing", dat in deze context ongebruikelijk is.

.../...

Wat het derde lid betreft, zou het woord "residentieel", dat in het ontwerp een betekenis heeft die niet overeen lijkt te komen met de betekenis die er in de woordenboeken aan wordt gegeven, beter vervangen worden door het woord "particulier". Voorts schrijve men "in het vorige lid" in plaats van "in vorig lid".

Artikel 6

Artikel 107, § 3, van de voornoemde wet van 21 maart 1991 bevat drie leden. Wellicht verwijst de steller van het ontwerp bij vergissing respectievelijk naar het tweede en het eerste lid van die bepaling, in plaats van naar het derde en het tweede lid ervan.

Artikel 7

Deze bepaling, die in wezen voorschrijft dat de operator zich ertoe verbindt artikel 13 van het ontwerp na te leven, heeft geen eigen verordenende waarde en behoort dus te vervallen.

Artikel 8

Over deze bepaling kan men in de commentaar van de Europese Commissie op het onderhavige ontworpen koninklijk besluit het volgende lezen :

.../...

"L'article 8 du projet d'arrêté permet à l'opérateur de déconnecter du réseau public un utilisateur qui aurait connecté au réseau public un équipement non agréé. L'article 13 § 1 de la directive amendant la directive 95/62/CE prévoit une telle éventualité, mais dispose qu'une procédure spécifique "d'urgence" doit être mise en oeuvre par l'ARN dans ce type de cas, "sans préjudice de la procédure de règlement national des litiges prévue à l'article 26 paragraphe 1". Cette procédure doit prévoir "un processus de décision transparent et respectant le droit des parties". Ni la Loi telle que modifiée par le projet de loi ni le projet d'arrêté ne semblent toutefois prévoir une telle procédure, nécessaire pour permettre à l'utilisateur concerné de faire entendre son point de vue, le cas échéant.".

Artikel 13, lid 1, waarvan hierboven sprake is, is artikel 13 van het voorstel voor een richtlijn van het Europees Parlement en de Raad inzake de toepassing van Open Network Provision (ONP) op spraaktelefonie en de universele telecommunicatiedienst in een door concurrentie gekenmerkt klimaat (ter vervanging van richtlijn 95/62/EG van het Europees Parlement en de Raad), een artikel dat als volgt luidt :

"Onverminderd de procedure voor de beslechting van geschillen op nationaal niveau overeenkomstig artikel 26, punt 1), beschikken de nationale regelgevende instanties over procedures om situaties het hoofd te bieden waarin organisaties die vaste openbare telefoonnetwerken en/of vaste openbare telefoondiensten aanbieden, of althans die organisaties die spraaktelefoniediensten aanbieden en die een aanzienlijke macht op de markt bezitten of overeenkomstig artikel 5 zijn aangewezen en een aanzienlijke macht op de markt hebben, maatregelen nemen zoals onderbreking, beëindiging, aanzienlijke wijziging of beperking van de dienst op zijn minst ten aanzien van organisaties die telecommunicatienetwerken en/of -diensten leveren.".

.../...

Het interne recht zal moeten worden herzien teneinde rekening te houden met deze nieuwe bepaling van gemeenschapsrecht, die zeer binnenkort zal worden aangenomen.

Overigens dienen in het eerste lid de woorden "is verplicht om ... op de hoogte te brengen" te worden vervangen door de woorden "brengt ... op de hoogte", overeenkomstig de formulering van artikel 5.

Artikel 9

1. In paragraaf 1 schrijve men : "De operator neemt de maatregelen die hij in zijn interconnectieovereenkomsten vermeldt teneinde de naleving van de essentiële eisen te garanderen, ...".

Wat onderdeel 4° betreft, wordt erop gewezen dat het Franse "données à caractère personnel" op twee verschillende manieren is weergegeven. Men schrijve tweemaal "persoonsgegevens".

2. Vooraan in paragraaf 2 schrijve men "De operator" in plaats van "Hij".

3. Paragraaf 3, waarin aan het Instituut de bevoegdheid wordt opgedragen de operator te machtigen zijn interconnectie met een derde te schorsen, strookt niet met de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

.../...

Krachtens artikel 75, § 8, van die wet kan het Instituut immers alleen als bemiddelaar optreden in geval van geschillen tussen personen die telecommunicatienetwerken exploiteren of telecommunicatiediensten aanbieden.

Overigens wordt in artikel 79ter, § 2, van dezelfde wet, aan de "Kamer voor Interconnectie, bijzondere toegang en gedeeld gebruik" de bevoegdheid toegekend een administratieve beslissing te nemen bij geschillen inzake interconnectie.

Artikel 79ter, paragraaf 4, van de voormelde wet bepaalt dat "(de Kamer) in geval van een zware en onmiddellijke inbreuk op de voorschriften die de telecommunicatiesector regelen ... (,) na de betrokken partijen te hebben gehoord (,) bewarende maatregelen (kan) opleggen met name met het oog op de garantie van de continuïteit van de werking van de telecommunicatiediensten".

Ten slotte bepaalt artikel 109ter, § 5, van de voornoemde wet dat de betrokken partijen een overeenkomst betreffende de interconnectie sluiten. In principe staat het dan ook aan de partijen de voorwaarden te regelen waarop een interconnectie kan worden geschorst. De Koning kan weliswaar, ofwel op basis van artikel 87, § 2, tweede lid, k), ofwel op basis van artikel 109ter, § 5, van de wet clausules vaststellen die zeker in die interconnectieovereenkomsten moeten voorkomen. Hij kan dan ook eisen dat die overeenkomsten regels bevatten die gelden voor de schorsing van de interconnectie als die de goede werking van de dienst of de naleving van de "essentiële eisen" in het gedrang brengt.

.../...

Het ontworpen artikel 9, § 3, behoort dan ook te worden opgesteld op basis van de wettelijke bepalingen waaraan hierboven herinnerd is en de vorm aan te nemen van een verplichting die de operator in de interconnectieovereenkomsten die hij met derden sluit, moet naleven.

Artikel 11

1. In het tweede lid zijn de woorden "moet de nodige maatregelen treffen opdat de permanentie bepaald in lid 1 van dit artikel gegarandeerd blijft" overbodig in het licht van het eerste lid. Het feit dat het netwerk continu operationeel moet zijn, houdt immers in dat de operator daartoe de noodzakelijke maatregelen moet treffen. Voor dit lid wordt dan ook de volgende redactie voorgesteld :

"De operator verhelpt zo spoedig mogelijk elk defect van het netwerk.".

2. De draagwijdte van het derde lid is geenszins duidelijk in het licht van het tweede lid. Heeft het derde lid tot doel aan te geven welke specifieke verplichtingen de operator in geval van overmacht dient na te komen ? Als dat het geval is, zou het derde lid anders moeten worden geformuleerd en zou de overmacht moeten worden benadrukt. Anders valt niet goed in te zien in welk opzicht het derde lid aan het tweede lid iets toevoegt.

.../...

Artikel 13

Paragraaf 1

1. De woorden "die, in uitvoering van het huidig bestek, de van toepassing zijnde normen moet respecteren" dienen als overbodig te vervallen. Met het oog op een eenvoudiger formulering wordt voorgesteld om van de eerste twee zinnen één enkele zin te maken, luidende :

"De installaties die in het netwerk van de operator worden gebruikt, moeten beantwoorden aan de in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen bekendgemaakte Europese normen betreffende "Open Network Provision" of, bij ontstentenis van zulke normen, aan Europese normen die ... of, bij ontstentenis van zulke normen, aan internationale normen ...".

2. Voorts dient in dezelfde paragraaf richtlijn 90/387/EEG te worden vermeld met opgave van de datum en het volledige opschrift ervan, namelijk "richtlijn 90/387/EEG van de Raad van 28 juni 1990 betreffende de totstandkoming van de interne markt voor telecommunicatiediensten door middel van de tenuitvoerlegging van Open Network Provision (ONP)".

3. In de laatste zin van die paragraaf behoort te worden geschreven : "Het gebruik van installaties die beantwoorden aan andere technische specificaties ... kan pas na ..." in plaats van "Het gebruik van andere technische specificaties ... kan slechts na ...".

.../...

Paragraaf 2

In de Franse tekst dient het woord "les" te worden ingevoegd tussen de woorden "notifier à l'Institut" en het woord "caractéristiques".

In de Nederlandse tekst behoren de woorden "bekend" en "maken" aan elkaar te worden geschreven.

Paragraaf 3

Deze paragraaf is nodeloos ingewikkeld gesteld doordat daarin kruisverwijzingen voorkomen. De redactie van deze paragraaf behoort dan ook te worden herzien.

Artikel 14

Men dient de datum te vermelden van het koninklijk besluit betreffende het beheer van het nummeringsplan dat vóór of uiterlijk tegelijk met dit besluit moet worden bekendgemaakt.

.../...

Artikelen 15 en 16

1. De Europese Commissie heeft in haar commentaar verscheidene opmerkingen gemaakt over de artikelen 15 en 16 van dit ontwerp. Die opmerkingen zijn de volgende :

"L'article 15 du projet d'arrêté fixe le montant de la redevance à payer pour couvrir les frais d'examen du dossier (500.000 FB), et l'article 16, la redevance annuelle pour la gestion de la licence (350.000 FB). L'article 19 précise que ces paiements sont "sans préjudice de ceux applicables en vertu de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications".

Ces dispositions semblent conformes à celles de l'article 11 de la directive 97/13/CE. Toutefois, aux termes de l'article 11 paragraphe 1 de cette directive, il est précisé que "les taxes applicables à une licence individuelle sont proportionnelles au volume de travail requis (...)".

En tout état de cause, les articles 15 et 16 du projet d'arrêté ne distinguent pas le cas des opérateurs puissants ou opérateurs soumis à une obligation de fourniture du service universel, lesquels sont néanmoins soumis à nombre d'obligations supplémentaires, dont le contrôle devrait occasionner une charge de travail supplémentaire. L'application effective de la disposition susmentionnée de la directive 97/13/CE devrait entraîner l'imposition de redevances d'un montant inférieur pour les opérateurs qui ne sont ni puissants, ni opérateurs de service universel. Des clarifications sur ce point seraient nécessaires.

En outre, les articles 15 et 16 du projet augmentent les redevances dues pour la délivrance, la gestion et le contrôle de tels réseaux respectivement de 275.000 à 500.000 FB et de 275.000 à 350.000 FB par rapport à l'arrêté royal du 18 juin 1997 relatif aux frais de dossiers. Dans le rapport au Roi concernant les réseaux publics, cette augmentation est expliquée ainsi : "à cause de la libéralisation globale en ce qui concerne l'établissement et l'exploitation de réseaux,

.../...

l'Institut sera appelé à examiner beaucoup plus de dossiers". Cette justification plaiderait plutôt pour une baisse des redevances, compte tenu des économies d'échelle qui doivent pouvoir être réalisées du fait de la spécialisation au sein du personnel de l'IBPT que cela permettra. En l'occurrence, il convient de rappeler qu'en vertu de l'article 6 de la directive 90/388/CEE les redevances doivent être basées sur des critères objectifs."

Met die opmerkingen is geen rekening gehouden.

2. In tegenstelling tot de artikelen 87 en 89 van de wet van 21 maart 1991, die voor de vergunningen voor de exploitatie van respectievelijk een spraaktelefoondienst of een aan het publiek aangeboden mobiele telefoondienst voorzien in zowel "verschuldigde rechten voor de uitreiking, het beheer en het toezicht op de vergunning" als in een "recht (verschuldigd) voor het onderzoek van de kandidatuur-dossiers", voorziet artikel 92bis, dat de rechtsgrond van het onderhavige ontwerp vormt, niet in het laatstgenoemde recht.

In artikel 15 zou dan ook moeten worden bepaald dat het daarin vermelde recht slechts verschuldigd is als de vergunning wordt afgegeven.

Voor het overige heeft het geen zin om in artikel 15 en in artikel 16, § 1 (dat het eerste lid wordt), te preciseren dat het om Belgische frank gaat.

.../...

In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijven men "geschiedt" in plaats van "gebeurt". Een soortgelijke opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 17

De vraag rijst of het niet verkieslijk is om als referentie-indexcijfer een recenter indexcijfer te gebruiken dan dat van november 1995 (bij wijze van voorbeeld : het indexcijfer gebruikt in het ontwerp van koninklijk besluit betreffende het bestek van toepassing op de spraaktelefoon-dienst en de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen is dat van november 1997).

Artikel 19

In de Franse tekst schrijven men "Les redevances ... de celles" in plaats van "ceux".

In de Nederlandse tekst behoort "bepaald" te worden geschreven in plaats van "voorzien", alsook "met toepassing van" in plaats van "in toepassing van".

Artikel 20

Deze bepaling houdt voor de operatoren geen verplichting in. Ze kent hen geen enkel ander recht toe dan de rechten waarin de wet reeds voorziet. Het is dan ook verkieslijk de bepaling te laten vervallen.

.../...

Artikel 21

1. Het eerste lid is overbodig en behoort te vervallen.

2. Het is verkieslijk de Franse tekst van het derde lid te laten beginnen met "Selon", in plaats van "Avec".

In de Nederlandse tekst schrijve men : "Zo frequent als het Instituut bepaalt, deelt ...".

3. In het vierde lid behoort het woord "verantwoordelijke" te vervallen.

De wending "aanwijzen ... onder", die letterlijk uit het Frans vertaald is, wordt niet als correct aangemerkt. Men schrijve : "... benoemt uit de leden van zijn personeel ...".

Artikel 22

1. De redactie van paragraaf 1 is onbegrijpelijk, doordat niet is aangegeven waarvan de rechten en plichten inzake interconnectie afhangen. Bovendien heeft artikel 109ter, § 4, derde lid, waarnaar wordt verwezen, alleen betrekking op de organisaties met een sterke marktpositie.

.../...

2. In verband met paragraaf 2 geeft de Europese Commissie de volgende commentaar :

"L'article 22 paragraphe 2 du projet d'arrêté dispose que la licence "précise les droits et obligations en matière d'interconnexion de l'opérateur, notamment en tenant compte de la couverture de son réseau et les relations avec d'éventuels droits et obligations en matière d'interconnexion liés à une autre autorisation". Cette disposition devrait être clarifiée. En tout état de cause, toute distinction opérée doit être basée sur des critères objectifs et ne peut avoir d'effets discriminatoires."

Met die opmerking is geen rekening gehouden.

Artikel 23

Men schrijve "modelcontracten" in plaats van "typecontracten".

Artikel 24

Om artikel 9, lid 4, van de voormelde richtlijn 97/13/CE en het algemene beginsel van de rechten van verdediging in acht te nemen, wordt voorgesteld de procedure als volgt aan te passen :

- 1° Na de betrokken operator te hebben gehoord, maant het Instituut hem aan de vastgestelde tekortkomingen te herstellen binnen een termijn van één maand en stelt het hem in kennis van de boete die hem kan worden opgelegd indien hij de voorwaarden niet nakomt.

.../...

- 2° Indien de operator na afloop van de termijn van één maand nog steeds in gebreke is, legt het Instituut, na hem te hebben gehoord, de aangekondigde sanctie op, vóór het einde van de tweede maand die volgt op de eerste ingebrekestelling. Het Instituut stelt de operator in kennis van zijn beslissing binnen een termijn van één week te rekenen vanaf de beslissing.
- 3° Indien de operator binnen de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing de tekortkomingen nog steeds niet heeft hersteld, kan het Instituut aan de minister voorstellen de vergunning te schorsen of in te trekken. Die schorsing of intrekking wordt uitgesproken door de minister, nadat hij de operator heeft gehoord.

De in paragraaf 2 bepaalde mogelijkheid om bij de minister beroep aan te tekenen heeft geen zin. Het Instituut is immers een instelling van openbaar nut van categorie A, die door de minister vertegenwoordigd en beheerd wordt, zodat het hem toebehoort, behoudens delegatie, de beslissing te nemen om de in dit artikel bepaalde sancties op te leggen.

Hij kan hoe dan ook niet de beroepsinstantie zijn die onafhankelijk is van de nationale regelgevende instantie, die genoemd wordt in artikel 9, lid 4, van de voormelde richtlijn 97/13/EG. De operators beschikken over de mogelijkheden van beroep waarin de gecoördineerde wetten op de Raad van State voorzien.

In paragraaf 4, die het vierde lid wordt, schrijven men "artikelen" in plaats van "artikels".

.../...

Artikel 25

Deze bepaling houdt een regeling inzake aansprakelijkheid in en geen maatregel die de naleving waarborgt van de bepalingen van de hoofdstukken IXter en X van titel II van de bovengenoemde wet van 21 maart 1991. Het artikel behoort dan ook te vervallen.

Artikel 28

In haar commentaar schrijft de Europese Commissie het volgende :

"A la lecture de l'article 28 du présent projet d'arrêté relatif à la contribution de l'opérateur à la recherche scientifique dans le domaine des télécommunications et à l'amélioration de l'accès de certaines catégories aux services de télécommunications (PME et jeunes et groupes sociaux défavorisés), la Commission confirme que l'imposition de telles obligations n'est conforme ni à l'article 3 de la directive 90/388/CEE amendée par la directive 96/19/CE, ni à la directive 97/13/CE, qui ne prévoient pas de conditions de cette nature.".

In de ontworpen bepaling wordt geen rekening gehouden met die opmerking van de Commissie.

Artikel 29

De Europese Commissie heeft de volgende commentaar gegeven bij het eerste lid van dat artikel :

.../...

"L'article 29 1er alinéa du projet d'arrêté subordonne l'obligation d'interconnexion avec un opérateur autorisé dans un autre Etat à une clause de réciprocité de traitement. Il est toutefois précisé que tout "refus de conclure un tel accord doit être préalablement approuvé par l'Institut". Une telle disposition semble contraire aux dispositions de l'article 6 de la directive 97/33/CE qui interdit toute discrimination pour ce qui est de l'interconnexion avec un opérateur autorisé dans un autre Etat membre. Le même principe de non-discrimination devrait, en principe, être appliqué aux opérateurs en provenance d'Etats tiers signataires des accords de l'OMC ...".

Voor het overige wordt in het ontwerp niets toegevoegd aan het bepaalde in artikel 109ter, § 6, van de wet van 21 maart 1991.

Die bepaling behoort dan ook te vervallen.

Artikel 30

1. In paragraaf 1 zijn de woorden "behoudens andere internationale overeenkomsten" dubbelzinnig. Ze behoren te worden vervangen door de woorden "of in een Staat waarmee België te dien einde een internationale overeenkomst heeft gesloten.".

2. De tweede zin van paragraaf 2 behoort als volgt te worden herschreven : "... ondertekend zijn door de persoon die de verbindingen wenst te exploiteren of door de persoon die handelt in diens naam". Indien het de bedoeling van de steller van de ontworpen tekst is het als bijlage bij

.../...

het ontworpen besluit gevoegde model op te leggen voor het indienen van een aanvraag om individuele vergunning, moet die bedoeling in die paragraaf worden aangegeven (1).

3. In haar commentaar op artikel 30 van het ontwerp van besluit merkt de Europese Commissie op dat "het aantal (aan de operatoren) gevraagde inlichtingen en de details ervan niet afgestemd lijken op het beoogde doel" en acht ze het nuttig eraan te herinneren dat in artikel 9, lid 3, van richtlijn 97/13/EG uitsluitend sprake is van "de informatie die redelijkerwijs nodig is om aan te tonen dat de aanvrager voldoet aan de voorwaarden".

Een andere vaststelling : in paragraaf 4 wordt bepaald dat indien het Instituut van oordeel is dat de aanvraag onvolledig is of bijkomende inlichtingen of verduidelijkingen wenst en de aanvrager zijn aanvraag niet heeft aangepast binnen dertig dagen, die aanvraag "als onbestaande wordt beschouwd" (2), terwijl in artikel 9, lid 3, van de voormelde richtlijn 97/13/EG wordt bepaald dat indien de aanvrager niet de informatie verstrekt die redelijkerwijs nodig is om aan te tonen dat hij voldoet aan de voorwaarden, de vergunning geweigerd mag worden.

(1) Cf. trouwens in dit verband het eerste lid van de ontworpen bijlage.

(2) Zonder dat trouwens wordt gepreciseerd door wie en volgens welke procedure die aanvraag aldus als niet bestaande zou worden beschouwd.

Al is het denkbaar dat de vergunning geweigerd wordt indien de aanvraag onvolledig is, ondanks een verzoek om ze aan te vullen, kan daarentegen niet worden aangenomen dat de aanvraag als niet bestaande wordt beschouwd om de eenvoudige reden dat bijkomende informatie die het Instituut heeft gevraagd, niet verstrekt zou zijn. Indien de aanvraag volledig is, mag de vergunning alleen geweigerd worden indien niet voldaan is aan een van de voorwaarden voor de toekenning van de vergunning.

In ieder geval mag de vergunning dan ook alleen geweigerd worden na afloop van een procedure die de aanvrager in de gelegenheid heeft gesteld zijn standpunt te doen gelden.

Onder voorbehoud van de hierboven gemaakte opmerkingen schrijve men in paragraaf 3, die het derde lid wordt, in onderdeel 1°, "exploitatie" in plaats van "uitbating". Een soortgelijke opmerking geldt voor heel het ontwerp. In verband met onderdeel 3° wordt erop geattendeerd dat het Franse "plan d'affaires" in de Nederlandse versie van het ontwerp twee tegenhangers heeft, namelijk "ondernemingsplan" en "businessplan". In onderdeel 4° van dezelfde paragraaf schrijve men telkens "ten aanzien van" in plaats van "in hoofde van", dat als niet correct beschouwd wordt.

.../...

Artikel 31

1. De Commissie heeft in haar commentaar opgemerkt dat de termijn voor de behandeling van de aanvragen (maximaal zes weken, behoudens objectief gerechtvaardigde gevallen, waarin die mag worden verlengd met vier maanden), welke termijn bepaald is in artikel 9, lid 2, van de voormelde richtlijn 97/13/EG, niet wordt nageleefd.

2. Bovendien is paragraaf 4, die bepaalt dat het ontwerp van individuele vergunning in werking treedt indien de minister geen beslissing heeft genomen binnen een termijn van dertig dagen, in strijd met artikel 87 van de wet van 21 maart 1991, volgens hetwelk de vergunning wordt verleend door de minister, wat een stilzwijgende vergunning uitsluit.

3. In de paragrafen 1, 3 en 4, ten slotte, dienen de woorden "ten hoogste" als overbodig te vervallen.

Artikel 32

De Europese Commissie geeft de volgende commentaar op die bepaling :

"Aux termes de l'article 32 du projet d'arrêté cette licence peut être refusée "dans la mesure requise

- par "la sauvegarde de l'ordre public, les besoins de la défense ou de la sécurité publique";
- "la sauvegarde d'une structure de marché non faussée et d'accès non discriminatoire des utilisateurs";

.../...

- "ou (lorsque le demandeur) a fait l'objet d'une des sanctions visées à l'article 24 du présent arrêté";
- "ou lorsque le demandeur n'a pas la capacité technique ou financière de faire face durablement aux obligations résultant des conditions d'exercice de son activité". A cet égard, l'article 5 du présent projet d'arrêté précise que l'opérateur doit démontrer dans son dossier de demande d'autorisation qu'il dispose des capacités techniques et financières nécessaires "à l'installation, à l'exploitation et à la pérennité du réseau", et que la pérennité ne peut être établie "que si le plan d'affaires prévoit pour les trois premières années :

soit un investissement d'au moins 400 millions de francs en moyens de transmissions et de commutation en Belgique (ou de 200 millions sur 5 ans si l'opérateur prouve "que le réseau pour lequel il demande une autorisation individuelle est en mesure de servir 50 % des besoins du marché résidentiel dans la zone de couverture du réseau");

soit le déploiement d'au moins 500 km de liaison en Belgique".

En outre, il est précisé dans l'annexe que "l'absence de propositions d'un demandeur pour un des sujets abordés dans la présente annexe (...) peut constituer un motif de refus aux termes de l'article 28 paragraphe 2 du présent arrêté" (cette référence n'est par ailleurs pas claire).

En ce qui concerne la condition liée à la sauvegarde de la structure du marché, il semble utile de rappeler, de façon liminaire, que conformément aux dispositions de la directive 90/388/CEE et de la directive 97/13/CE, le nombre de licences pour une catégorie de services donnée ne peut être limité qu'en liaison avec les exigences essentielles applicables dans la mesure nécessaire pour garantir une utilisation efficace du spectre des fréquences. A cet égard, il semble nécessaire de souligner qu'en aucun cas "la sauvegarde d'une structure de marché non faussée et d'accès non discriminatoire des utilisateurs" ne sauraient permettre au régulateur de limiter, de facto,

.../...

le nombre des opérateurs de réseaux publics de télécommunications. Ce critère devrait donc être abandonné dans la version finale de l'arrêté.

Compte tenu du mode d'application envisagé à l'article 5 du critère relatif à la capacité de l'opérateur de faire face durablement à ses obligations, ce critère n'est pas davantage acceptable, en ce qu'il impose des conditions disproportionnées et injustifiées au regard de l'objectif poursuivi, à savoir, la pérennité du réseau. Conformément au point 4.8 de l'annexe de la directive 97/13/CE, les opérateurs soumis à licence individuelle peuvent en effet être soumis à des exigences "touchant notamment aux capacités financières et techniques du candidat", mais, ainsi que le précise le point 4 de la même annexe, ces exigences ne doivent être imposées que "dans les cas justifiés et dans le respect du principe de proportionnalité". En tout état de cause, un tel critère ne devrait pas être appliqué de telle sorte qu'il conduise à écarter des opérateurs nouveaux entrants de petite taille. Si la Belgique devait refuser d'autoriser des opérateurs d'infrastructures publiques qui envisagent d'établir de tels réseaux, elle enfreindrait l'obligation de libéraliser l'établissement et la fourniture d'infrastructures publiques prescrite par l'article 2 de la directive 90/388/CEE, telle qu'amendée par la directive 96/19/CE.

Enfin, en ce qui concerne la possibilité de refuser une licence au motif que le candidat n'a pas fait de propositions sur certains des sujets abordés à l'annexe du projet d'arrêté, un tel refus ne devrait, le cas échéant, n'être opposé au candidat qu'à l'issue de la procédure décrite à l'article 30 paragraphe 4."

Er is evenmin rekening gehouden met die opmerking.

Artikel 33

Paragraaf 1 is onbegrijpelijk. Het is de Raad van State niet duidelijk wat het verschil is tussen wijzigingen

.../...

die in een vergunning worden aangebracht en de aanpassing van die vergunning.

Artikel 34

Er dient te worden opgemerkt dat voor het onderzoek van een aanvraag om overdracht geen recht hoeft te worden betaald, hoewel dat onderzoek voor het Instituut normalerwijze een bijkomende werklast betekent. Indien dat wel degelijk de bedoeling is van de steller van het ontwerp, moet dat verschil in behandeling ten aanzien van het gelijkheidsbeginsel gerechtvaardigd worden.

Onder voorbehoud van deze opmerking wordt erop gewezen dat de formulering "overgedragen op voorwaarde van de ... toestemming" stuntelig is. Men schrijve : "overgedragen met voorafgaande toestemming van ...".

Artikel 38

In dit artikel wordt het koninklijk besluit opgeheven van 28 oktober 1996 betreffende de voorwaarden waaronder kan worden afgeweken van artikel 92, § 1, eerste zin, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven. Dat koninklijk besluit bevat bepalingen betreffende het aanleggen van niet-openbare telecommunicatienetwerken (zie inzonderheid de artikelen 18 tot 20 van het voormelde koninklijk besluit van 28 oktober 1996). Die laatste bepalingen zouden moeten

.../...

worden opgeheven in het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de voorwaarden voor de aanleg en de exploitatie van niet-openbare telecommunicatienetwerken. Op die manier zouden elk van de twee ontworpen teksten in het voormelde koninklijk besluit van 28 oktober 1996 de bepalingen opheffen die verband houden met de materie die in dat besluit gereguleerd wordt. Het ontworpen besluit zal immers niet noodzakelijkerwijs in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt worden op dezelfde dag als het besluit betreffende de niet-openbare telecommunicatienetwerken (1).

Artikel 39

In de Franse tekst dient te worden geschreven "le jour de sa publication" in plaats van "au jour de sa publication".

Bijlage

De Europese Commissie geeft de volgende commentaar :

"L'annexe de ce projet d'arrêté doit dès lors être revue à la lumière de l'article 9 paragraphe 3 de la directive 97/13/CE et les informations demandées, limitées à celles strictement nécessaires pour s'assurer du respect par le demandeur des conditions d'autorisation. Demander des informations relatives aux

(1) In de twee ontworpen besluiten wordt bepaald dat ze in werking treden de dag waarop ze in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt worden.

"implications stratégiques, économiques et financières pour chacun des associés ou futurs associés de la société ou de la future société" (point 2.1), à "la prévision de l'évolution du marché belge des réseaux publics de télécommunications et des parts de marché des différents opérateurs" (point 3.1.1), aux "prévisions concernant l'usage des réseaux publics de télécommunications en Belgique (point 3.1.2), à l'évolution du marché (point 4.3.2), à l'impact sur l'emploi (point 6.1.2), et aux activités de marketing (point 6.2.1) n'est aucunement requis pour une telle appréciation. En outre, demander des prévisions sur quinze ans (point 0.6), notamment en ce qui concerne l'état du marché et les comptes prévisionnels de l'opérateur est un exercice sans intérêt, puisque de telles prévisions ne sauraient avoir de sens sur une telle période.

Enfin, l'obligation relative au format des informations demandées devrait être assouplie afin de ne pas retarder, sans raison impérative, l'introduction de demandes d'autorisation par de nouveaux entrants."

Bij het opstellen van dit ontwerp is evenmin aandacht besteed aan die opmerking van de Europese Commissie als aan de vorige opmerkingen.

SLOTOPMERKINGEN

De redactie van de Franse tekst dient aanzienlijk te worden verbeterd uit een oogpunt van correct taalgebruik en met het oog op een vlotte stijl, alsmede om de grammaticale en wetgevingstechnische regels in acht te nemen, welke laatstgenoemde regels bekendgemaakt zijn in het Belgisch Staatsblad van 2 juni 1982.

.../...

Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor de Nederlandse tekst ten aanzien waarvan in het advies bij wijze van voorbeeld opmerkingen worden gemaakt en voorstellen worden gedaan.

Er behoort inzonderheid op te worden toegezien dat de volgende regels in acht worden genomen :

1. In de Franse tekst dient "Article 1er" te worden geschreven met een rangtelwoord in Arabische cijfers, in plaats van "Article Ier".

2. Een artikel mag alleen in paragrafen worden ingedeeld als minstens een van die paragrafen meer dan één lid bevat.

3. In het Frans behoort de eerste paragraaf van een artikel te worden aangeduid met een rangtelwoord, namelijk "§ 1er".

4. Het begin van een lid moet worden aangegeven door in te springen op de kantlijn van de tekst.

5. Na ieder onderdeel van een opsomming behoort een puntkomma te worden geplaatst, behalve na het laatste, dat wordt afgesloten met een punt.

.../...

6. De getallen moeten voluit in letters geschreven worden.

7. Wanneer een artikel van een besluit geciteerd wordt in een ander artikel van datzelfde besluit, is er geen reden om de woorden "van dit besluit" of "van het besluit" te gebruiken, behalve wanneer in een zelfde bepaling verschillende besluiten geciteerd worden en daardoor verwarring kan bestaan, zoals in artikel 37 van het ontwerp. Evenzo is het raadzaam, wanneer een deel van een artikel geciteerd wordt in een ander deel van hetzelfde artikel, niet de woorden "van dit artikel" of "van dat artikel" te gebruiken.

8. Aan het slot van de bijlage bij een besluit dient de vermelding "Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ..." voor te komen, gevolgd door handtekeningen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN